



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article126>

# Comment arrêter les dégâts du libre-échange ?

- Tribunes -



Date de mise en ligne : samedi 19 septembre 2009

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

Depuis quelques années, la France perd des emplois par suite des délocalisations. Un entrepreneur qui comme tout capitaliste cherche le profit maximum a évidemment intérêt à faire fabriquer ses produits par des ouvriers roumains qui sont payés 5 fois moins cher que les français, voire par des ouvriers chinois payés 20 fois moins. Certains économistes minimisent l'effet des délocalisations, oubliant l'effet des délocalisations indirectes, c'est à dire les créations d'entreprises dans les pays à bas salaires avec des capitaux occidentaux, dont les productions sont ensuite réexportées en Occident. Ce système est rendu possible grâce à la libre circulation des capitaux voulue entre autres par l'Union européenne.

Le libre-échange est une fantastique source de revenus pour les multinationales. Mais il est une des raisons de la crise économique actuelle, car les délocalisations ou la menace des délocalisations ont créé la déflation salariale. Combien de salariés ont accepté la réduction de leurs avantages contre la promesse de leur direction de ne pas délocaliser. Moins de salaires, c'est moins de consommation. Certains gouvernements ont tenté de maintenir le pouvoir d'achat par l'endettement, et lorsque les acheteurs n'ont plus pu payer les banques ont fait faillite. Le manque de liquidité dû à la crise financière a généré la crise économique.

Le libre-échange, c'est la suppression de toutes les entraves réglementaires qui pourraient gêner le commerce. Ces entraves peuvent être des quotas sur certains produits, des droits de douane ou des obligations faites aux industriels de fabriquer sur place. L'OMC et l'Union européenne considèrent que les États n'ont pas à se mêler d'économie et elles s'opposent à toute mesure protectionniste.

L'oligarchie ne veut pas laisser dire que le libre-échange est la principale cause de la crise économique. Les néolibéraux acceptent à la rigueur l'intervention de l'état mais tant l'ancien Président Bush que Madame Parisot considèrent le protectionnisme comme le mal absolu. Ils sont aidés par une foule d'économistes de gauche comme de droite.

Commençons par la droite, Nicolas Baverez se plaignait avant la crise que la France était en déclin parce qu'elle n'était pas assez libérale. Il a évidemment voté pour Sarkozy mais maintenant sur la défensive, il défend le coeur du système : « *Le protectionnisme présente un triple danger. Au plan économique, il aggrave la chute de la croissance en raison de la baisse du commerce international qui résulte de l'enchaînement des mesures de rétorsion. Au plan social, il renforce les tensions sur le pouvoir d'achat des plus pauvres du fait de la hausse des prix des produits et services protégés. Au plan politique, il encourage le nationalisme et enclenche une cascade de conflits commerciaux et monétaires* ».

Voyons ces arguments :

1° Au plan économique, la croissance ne vient pas nécessairement du commerce international, sauf si on s'obstine à brider la consommation intérieure et qu'on cherche à vendre à l'extérieur ce que les salariés ne peuvent acheter eux-mêmes. C'est le cas de l'Allemagne actuellement. Mais des pays impécunieux pourront-ils acheter ses productions ?

2° au plan social, si la France fabriquait ses chemises, elles coûteraient plus cher, mais les ouvriers qui les fabriqueraient seraient autant de chômeurs de moins. Cela permettrait une augmentation des salaires. Il faudrait d'autre part investir dans des processus de fabrication que nous avons abandonnés depuis longtemps. Le protectionnisme induirait un nouveau modèle de développement, dont la moindre qualité serait le respect de l'environnement, puisque les frais de transport seraient minimisés (les transports génèrent 40% des gaz à effet de serre).

3° Au plan politique, pourquoi un peuple ancré dans une Histoire et un territoire n'aurait pas le droit de faire valoir sa souveraineté face aux forces de l'argent qui l'en spolient ? Ce serait la négation de la démocratie. La souveraineté n'est pas source de conflits, par contre la compétition, la rivalité le sont puisqu'il y a toujours un gagnant et un perdant.

Du côté de la gauche, on trouve la même hostilité au protectionnisme, même si Benoît Hamon s'y disait favorable, avant d'être nommé porte-parole du PS. Mais c'est surtout chez certains altermondialistes qu'on trouve la plus vive opposition.

## Comment arrêter les dégâts du libre-échange ?

---

En général ils reconnaissent que le libre-échange détruit les agricultures des pays du Sud, mais ils trouvent que les pays du Sud doivent se spécialiser dans la production industrielle de masse et que les pays du Nord doivent se spécialiser dans la haute technologie. C'est aussi l'idée de Ségolène Royal et de Dominique Strauss-Kahn.

Malheureusement pour leur raisonnement, de plus en plus les pays du Sud et notamment la Chine concurrencent le Nord sur ce plan. Ils reconnaissent que le développement de l'industrie chinoise conduit à une surexploitation du prolétariat chinois, facteur positif de l'avis de certains, puisqu'il hâtera la révolution mondiale. Ils critiquent comme paternaliste le protectionnisme altruiste préconisé par Jacques Sapir et Bernard Cassen dans lequel les droits de douane seraient reversés au pays importateur pour qu'il augmente les conditions sociales et environnementales de sa main d'oeuvre.

Avec la crise du capitalisme, ils sont contraints d'adopter une attitude défensive. Ils tentent d'opposer le protectionnisme à la Charte de la Havane de 1948 qui malheureusement n'a jamais vu le jour car elle n'a pas été ratifiée par les Etats-Unis. Or, celle-ci créait un commerce international non prédateur puisque les balances commerciales ne pouvaient être en déséquilibre. De plus, elle autorisait des mesures de protection dans son article 40 lorsque le commerce d'un produit « porte ou menace de porter un préjudice sérieux aux producteurs de produits similaires ou directement concurrents, qui sont établis sur le territoire de cet Etat membre, il sera loisible à ce dernier, dans la mesure et pendant le temps nécessaires pour prévenir ou réparer ce préjudice, de suspendre, en totalité ou en partie, son engagement en ce qui concerne ce produit ou de retirer ou de modifier la concession ». La mise en vigueur d'un tel article aurait empêché le dumping social dont souffrent les populations du Nord comme du Sud.

Qu'ils soient de droite ou de gauche, les antiprotectionnistes affirment que le libre-échange, c'est le progrès économique. Or, l'historien belge de l'économie, Paul Bairoch a comparé les périodes de l'Histoire dans lesquelles le protectionnisme était majoritaire avec celles où le libre-échange était majoritaire. Il prouve, chiffres à l'appui que la croissance a été plus forte dans les périodes protectionnistes : au cours de la phase d'expansion économique 1889/1892 à 1913, la croissance a été de 0,9% par habitant et par an au Royaume-Uni, resté fidèle au libre-échange tandis qu'en Europe continentale devenue protectionniste, elle était de 1,5%.

Le cas le plus intéressant est celui des États-Unis qui jusqu'à la Première Guerre Mondiale ont été protectionnistes et se sont développés à l'abri de la concurrence anglaise. La guerre de Sécession a été une guerre entre les protectionnistes du Nord qui voulaient développer l'industrie et les libre-échangistes du Sud qui voulaient échanger le coton produit par la main d'oeuvre esclave contre des produits industriels anglais.

De son côté, l'Angleterre fut protectionniste de 1815 à 1846. En 1815, le parlement anglais sous la pression de la noblesse terrienne vota les Corn Laws. Lors des bonnes récoltes les droits de douane étaient relevés et ils étaient abaissés lors des mauvaises. La gentry était ainsi assurée de revenus réguliers. Mais les ouvriers de l'industrie payaient cher les produits alimentaires, ce qui obligeait les industriels à leur payer des salaires relativement élevés. Avec le libre-échange, les industriels paieraient des salaires faibles, ce qui, compte tenu de la forte mécanisation rendrait leurs usines compétitives.

Les intérêts de l'industrie, donc du libre-échange furent défendus par le Political Economy Club, fondé par David Ricardo et ses amis afin de promouvoir la théorie dite des avantages comparatifs : chaque pays doit se spécialiser dans ce qu'il sait le mieux faire, par exemple le Portugal dans le vin et l'Angleterre dans l'industrie. Ils profitèrent des mauvaises conditions climatiques de 1845, auxquelles s'ajouta la récolte catastrophique de pommes de terre en Irlande et le 6 juin 1846 les Corn Laws étaient abrogées.

Le libre-échange et le protectionnisme sont deux méthodes de gestion du capitalisme mais l'une est plus mauvaise que l'autre pour les classes populaires. Les ouvriers de l'Angleterre libérale étaient tellement mal nourris qu'en 1914, l'Angleterre dut réformer un tiers des conscrits et que la guerre fut faite par la classe moyenne. La France, protectionniste à l'époque n'eut pas ce problème.

A cause des inégalités qu'il génère, le libre-échange est créateur de crises économiques. En 1860, Napoléon III négocia secrètement un traité de commerce avec le Royaume-Uni que la grande majorité des membres de la Chambre des députés qualifia de nouveau coup d'état. Le reste de l'Europe continentale adopta le libre-échange, mais eut à subir une dépression de 1869 à 1873 qui fut plus forte que celle de 1929, en ce qui concerne le recul du PNB. Après ce désastre, l'Europe continentale revint au protectionnisme.

Il est intéressant de noter qu'à l'intérieur d'un pays, les luttes entre protectionnistes et libre-échangistes masquent

## Comment arrêter les dégâts du libre-échange ?

---

des conflits de classe (en Angleterre, de 1815 à 1846 la noblesse terrienne contre la bourgeoisie industrielle, aux Etats-Unis à l'époque de la guerre de sécession, la classe colonialiste du Sud contre la bourgeoisie industrielle du Nord). La classe la plus pauvre d'un pays (les ouvriers anglais et les esclaves noirs américains) pâtit encore plus que les autres du libre-échange. En effet, le libre-échange signifie la guerre économique et les pays qui le pratiquent cherchent à améliorer leur compétitivité en jouant sur les conditions de vie de leurs travailleurs.

Au XXe siècle, le monde connut une période de libre-échange débridé de la fin de la Première guerre mondiale jusqu'à la crise de 1929. Devant la catastrophe, les états sortirent de la crise au moins partiellement grâce à des mesures protectionnistes. Certains économistes libre-échangistes ont accusé le protectionnisme d'avoir été la cause de la guerre, alors que le protectionnisme était seulement une réponse à la crise de 1929.

Après la guerre, les pays capitalistes se reconstruisirent derrière des protections tarifaires. La Communauté européenne à sa création pratiquait la préférence communautaire, tandis que les dragons asiatiques se développèrent à l'abri de barrières douanières. Mais à la place de la Charte de la Havane qu'ils avaient refusée, ils lancèrent le GATT dont le but était la baisse des tarifs douaniers dans le monde. Celle-ci commença dans le milieu des années 1970 et on vit les premières délocalisations. En 1995, le GATT se transformait en OMC et le monde entier s'est mis à l'heure du libre-échange. Le résultat est l'apparition de famines dans le Tiers Monde et le chômage dans les pays développés.

Les libre-échangistes accusent les partisans du protectionnisme d'égoïsme. En fait, le libre-échange n'a enrichi en Chine qu'une classe moyenne liée à la finance. En Chine comme en Inde, le niveau de vie stagne. Lorsque la Chine est entrée dans la compétition internationale, elle a supprimé la sécurité sociale, et maintenant les capitalistes chinois font pression sur leurs salariés en délocalisant les usines au Vietnam où les salaires sont plus faibles.

Pour mettre fin à la crise économique, des barrières douanières devront donc être installées ainsi qu'un contrôle des mouvements de capitaux, non seulement entre l'Europe et les pays tiers, mais entre pays d'Europe. Le protectionnisme n'est pas l'autarcie, il n'interdit pas le commerce, mais il limite les pratiques de dumping social et fiscal des pays voisins. Surtout, il permet le développement de la lutte de classes, l'énergie des travailleurs n'étant plus canalisée dans la compétition avec les autres pays.

Lors de la signature du traité de Rome en 1958, La Communauté européenne pratiquait la préférence communautaire, c'est à dire que seuls les pays tiers devaient payer les droits de douane à l'entrée de leurs produits. Par la suite, les accords internationaux ont tellement fait baisser les droits de douane que la préférence communautaire n'a plus de sens, et on le dit souvent, l'Europe est devenue une passoire.

Cependant, conformément aux traités, les états membres peuvent demander à la Commission l'autorisation de pratiquer des mesures de sauvegarde. Comme l'Union européenne a signé des accords de réduction des droits de douane avec l'OMC, elle les refuserait probablement. C'est là que l'état membre considéré pourrait pratiquer la désobéissance européenne, c'est à dire appliquer des droits de douane, même si les autorités bruxelloises les prohibent.

De même, les traités interdisent les droits de douane entre pays membres. Cependant depuis l'élargissement de 2004, les nouveaux membres dont les salaires sont faibles se livrent au dumping social et fiscal vis-à-vis des pays du coeur. Là aussi la désobéissance européenne devrait être mise en oeuvre. L'armée européenne pourrait-elle empêcher un pays comme la France de la pratiquer ? Sûrement pas, il n'y a pas d'armée européenne.

Tant que l'UMP et le PS se partageront le pouvoir et pratiqueront l'alternance entre les représentants de ces deux partis, la désobéissance européenne ne sera pas pratiquée par nos gouvernants. L'expérience a montré que les promesses du candidat à l'élection présidentielle ne se réalisaient jamais, sauf lorsqu'elles enfoncent notre pays un peu plus la régression sociale. Nicolas Sarkozy avait promis des protections, des écluses, et une frange de l'électorat s'était fait prendre à sa démagogie. Quelles possibilités a le peuple de faire respecter les promesses entre deux élections ? Aucune. Il doit attendre l'expiration du délai de 5 ans et à ce moment il n'aura que le choix entre deux démagogues. Cette problématique n'est pas spécifique à Nicolas Sarkozy, elle existait déjà sous François Mitterrand, même si avec la réforme constitutionnelle portant le mandat présidentiel à cinq ans, l'élection de l'Assemblée Nationale suit celle du Président de la République et réduit l'autonomie de l'assemblée.

Nous devons briser cette logique infernale. J'ai pris comme exemple la promesse du protectionnisme. On pourrait choisir aussi l'augmentation du pouvoir d'achat (je serai le président du pouvoir d'achat, disait-il) et on arriverait à la

## Comment arrêter les dégâts du libre-échange ?

---

même conclusion. Nous n'avons aucun moyen légal d'obliger le président à respecter ses promesses. Ce problème est hélas récurrent.

Il est temps de changer la constitution et seul le peuple pourra le faire à travers une assemblée constituante qu'il élira. Sans préjuger de ce que cette assemblée décidera, nous pouvons d'ores et déjà espérer que face à chaque pouvoir, elle élèvera un pouvoir de contrôle, de façon que le débat démocratique puisse s'instaurer avant toute décision.